



## LES RÉFUGIÉS SOUDANAIS AU TCHAD: PASSER LE RELAIS À PERSONNE

Auteurs: Michael Boyce et Ann Hollingsworth





Couverture : Un garçon soudanais et son âne portent des vivres, y compris l'huile de cuisson, après une distribution dans le camp de réfugiés de Am Nabak.

Ci-dessus : Une mère et sa fille dans le camp de réfugiés de Treguine.



# INTRODUCTION

Plus de dix ans après leur arrivée au Tchad, plus de 360.000 réfugiés soudanais sont maintenant confrontés à une nouvelle réalité. Face à l'énorme réduction des rations alimentaires, et après des années de diminution du soutien de la communauté internationale, les agences d'aide poussent ces réfugiés à devenir autonomes et plus profondément intégrés avec leurs hôtes tchadiens. Avec le système humanitaire mondial débordé, une stratégie d'assistance plus durable et ciblée pour cette population semble raisonnable. Toutefois les premiers stades de cette transition ont rencontré de sérieux problèmes. Les réductions de ration mis en place depuis 18 mois, ont été accablantes pour les ménages qui sont déjà vulnérables. Le financement de l'aide humanitaire a été épuisé et il n'a pas été remplacé par des activités de développement indispensables. Ce n'est pas réaliste de s'attendre à ce que les réfugiés deviennent autonomes dans un endroit où les moyens d'existence sont difficiles à trouver, les services gouvernementaux sont limités, le coût de la vie est élevé, les tensions avec la communauté hôte sont en augmentation, et, plus important encore, où il y a à peine du financement pour le développement. Il est temps pour la communauté internationale de renouveler son engagement avec cette population qui souffre depuis longtemps, et de le faire d'une manière durable.

## RECOMMANDATIONS D' ACTIONS

- ❑ Les donateurs ainsi que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) doivent augmenter immédiatement les rations alimentaires à 2100 kilocalories par jour pour les réfugiés soudanais vulnérables, jusqu'à ce que l'aide puisse être ajustée conformément à une évaluation économique des ménages dans toute la région.
- ❑ Les donateurs ainsi que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) doivent augmenter immédiatement les rations alimentaires à 2100 kilocalories par jour pour les réfugiés soudanais vulnérables, jusqu'à ce que l'aide puisse être ajustée conformément à une évaluation économique des ménages dans toute la région.
- ❑ L'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et le PAM doivent surveiller de près la situation de la sécurité alimentaire des réfugiés soudanais après l'aide ait été ajustée. Au bout de 12 mois, une évaluation conjointe du HCR et du PAM doit être effectuée afin de déterminer les modifications nécessaires et de mieux comprendre et aborder les mécanismes d'adaptation.
- ❑ Les donateurs - notamment l'Agence des États-Unis pour le Développement International, le Ministère Fédéral Allemand pour la Coopération Économique et du Développement, la Direction Suisse pour le Développement et la Coopération, la Direction Générale de l'Union Européenne pour la Coopération Internationale et le Développement, et la Banque Mondiale - doivent fournir un financement dédié aux initiatives de développement et de résilience dans l'Est du Tchad au profit des réfugiés soudanais ainsi que de la communauté d'accueil tchadienne. Les donateurs doivent également travailler avec le gouvernement tchadien afin de garantir que ces populations sont prioritaires dans le plan national de développement du pays.
- ❑ Du personnel de programme supplémentaire doit être déployé à l'Est du Tchad par le Programme de Développement des Nations Unies, L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'Éducation de l'Enfance, et Fonds des Nations Unies pour la Population, conformément à leurs responsabilités respectives en vertu de la stratégie intégrée de l'ONU pour le Sahel. Ils doivent aussi travailler avec le HCR pour mettre en œuvre des initiatives de développement et de résilience sur la base des besoins.
- ❑ Dans les zones d'accueil de réfugiés, les donateurs et les agences de développement doivent donner la priorité aux efforts pour améliorer la gestion de l'eau, des intrants et techniques agricoles, la gestion des terres et de la résolution des différends, et de l'autonomisation des femmes.
- ❑ Le HCR doit bloquer son budget pour la protection fondamentale des réfugiés et pour l'aide dans l'Est du Tchad. D'autres réductions ne peuvent être envisagées que lorsque les réfugiés commenceront à recevoir un soutien à long terme des acteurs de développement.
- ❑ Le gouvernement tchadien doit fortifier les services de santé dans les zones d'accueil des réfugiés. Le gouvernement doit, notamment, accélérer le processus d'embauche des professionnels de la santé ayant des qualifications étrangères, et de payer des incitations aux professionnels de la santé qui acceptent de travailler dans les zones mal desservies.
- ❑ Le gouvernement tchadien doit verser tous les salaires et pourvoir le matériel nécessaire pour le Détachement pour la protection des humanitaires et des réfugiés.

# CONTEXTE HISTORIQUE

Bien que la guerre civile la plus récente a pris fin en 2009, le Tchad partage plus de la moitié de ses frontières avec les pays touchés par des conflits: le Nigeria, la République Centrafricaine, le Soudan et la Libye. Après des années de conflit entre le président tchadien Idriss Déby et le président soudanais Omar al-Bashir, les deux ont atteint un rapprochement en 2010 ce qui a stabilisé la frontière orientale du pays. Cependant, les efforts de lutte contre le terrorisme régional, notamment en ce qui concerne Boko Haram, restent une priorité du gouvernement tchadien. Les attentats-suicides du 15 Juin 2015 dans la capitale tchadienne N'Djamena, qui visait à la fois l'académie de police et le siège de la police, ont accru les protocoles de sécurité dans la ville et ses alentours.

En plus de ces problèmes de sécurité, le Tchad fait face à des défis de développement à long terme et à de graves préoccupations économiques récentes. Le Tchad se classe 184eme sur 187 pays dans l'indice de développement humain de l'ONU. Les conditions de vie pour les réfugiés et les communautés d'accueil sont très difficiles à part égale. L'insécurité alimentaire et le manque d'opportunités sont parmi les défis qu'ils doivent de affronter. Le prix du pétrole, le produit principal d'exportation du pays, a chuté d'environ 40% depuis l'année dernière, et les routes commerciales vers le Nigeria, la République Centrafricaine et la Libye ont été coupées par les conflits. Par conséquent, la Banque Mondiale indique que les dépenses du gouvernement sur les services et le développement va considérablement diminuer en 2015 et pourrait encore baisser si la campagne militaire du Tchad contre Boko Haram s'amplifie.<sup>1</sup>

**“ Les gens venant d'ailleurs nous aidaient auparavant, et il y avait beaucoup d'aide. Maintenant, vous ne venez plus. ”**

-Réfugié soudanais, Ouaddaï

Au moment où la communauté internationale est en train de rediriger son attention vers le nouveau flux de réfugiés en provenance de la République Centrafricaine et du Nigeria, la population de réfugiés soudanais du Tchad lutte pour se faire remarquer. L'exil

des réfugiés soudanais est devenu prolongé, et leurs chances de parvenir à des solutions durables sont faibles. Le retour permanent au Soudan est peu probable, car la situation sécuritaire au Darfour demeure extrêmement instable ainsi les déplacements internes ayant atteint des niveaux jamais vus depuis 2004.<sup>2</sup> La réinstallation des réfugiés soudanais reste limitée aux cas les plus

vulnérables, en dépit des appels pour une réinstallation de groupe sur un plus large plan. L'intégration locale ne s'est pas montrée attrayante pour de nombreux réfugiés,<sup>3</sup> et RI a appris que de nombreuses obstructions bureaucratiques empêchent aussi les réfugiés intéressés d'obtenir la citoyenneté tchadienne. Entre-temps, le très grand nombre de réfugiés - un peu près la moitié de la population totale de certains départements tchadiens - continue de mettre une grande pression sur les services et les ressources naturelles.

Bien qu'il ne semble ne pas changer, le nombre de réfugiés soudanais au Tchad ne cesse d'augmenter. Selon l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), environ 70.000 Soudanais sont nés en exil, et envi-

ron 36.000 nouveaux réfugiés sont arrivés en 2013 . Le conflit au Darfour qui ne cesse d'évoluer, et le possible retrait de la mission conjointe des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD) pourrait éventuellement conduire à un accroissement des flux de réfugiés vers le Tchad. En effet, au cours d'une mission dans le pays en mai 2015, une équipe de Refugees International a rencontré un réfugié qui était arrivé au Tchad juste une semaine avant et qui n'avait jamais été déplacée auparavant.

## LA RÉDUCTION DES RATIONS ALIMENTAIRES: CORRIGER L'ERREUR, TROUVER UN NOUVEAU SOUFFLE

Au début de 2014, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a fait une réduction considérable de 50% (jusqu'à 60% dans certaines régions) dans les rations alimentaires des réfugiés soudanais au Tchad: réduisant l'allocation précédente de 2100 kilocalories par jour à environ 800.

RI a constaté les effets de ces réductions lors de la distribution de nourriture dans le camp de réfugiés d'Am Nabak. En plus des réductions dans les légumineuses, le sorgho, l'huile et les céréales, ni le sucre ni le sel n'étaient à la disposition des réfugiés. Le savon



était inclus dans la distribution ce jour-là, mais selon les réfugiés, il n'a pas été inclus depuis des mois.

Bien qu'il y ait eu des tentatives pour avertir les réfugiés des réductions imminentes, les réfugiés auxquels RI a parlé ne parvenaient pas à croire ce changement, et ils ont expliqué que l'accès à la nourriture reste un défi majeur dans leur vie quotidienne. A la suite de la réduction des rations, un travailleur humanitaire dit que les plus vulnérables dans les camps de réfugiés ont commencé à «mendier chez leurs voisins.»

Dans le camp de réfugiés de Touloum, RI a parlé avec deux femmes réfugiées ayant la trentaine. Elles ont dit qu'il était difficile d'obtenir les éléments nutritifs nécessaires pour leurs enfants, depuis que les rations alimentaires ont été réduites, parce que la nourriture locale est coûteuse et que les articles tels que les fruits ou la viande ne sont pas fournis par PAM. Les humanitaires avec qui RI a parlé ont dit que les femmes ne peuvent pas souvent se permettre les éléments essentiels pour leurs enfants comme le lait. Une ONG locale a informé RI à que les enfants mal-nourris doivent partager leurs suppléments nutritionnels avec leurs familles depuis que les coupures de rationnement ont commencé, ce qui mène à prolonger le temps de leur rétablissement.

Même les familles qui sont évidemment incapables de subvenir à leurs besoins ne sont pas épargnées par les réductions. RI a parlé avec Kaltuma dont le mari a été tué au Darfour. Sa mère est trop faible pour travailler et donc il faut qu'elle s'occupe d'elle et de trois orphelins qu'elle a prit chez elle. Elle a dit qu'elle ne peut pas les soutenir et qu'elle craint pour son avenir.

Les réfugiés et les travailleurs humanitaires ont rapporté à RI que les réfugiés - les femmes et les enfants en particulier - ont réagi à ces réductions avec des mécanismes d'adaptation inquiétants.

RI a parlé avec des femmes qui quittent les camps pour trouver le peu de travail qu'elles pouvaient faire, souvent en agriculture ou en faisant des briques. Ces navettes peuvent parfois durer des jours ou des semaines à la fois, les enfants étant retirés de l'école, soit pour travailler ou pour s'occuper des plus jeunes pendant que leurs parents étaient partis. Un travailleur d'une ONG opérationnelle avec qui RI a parlé a remarqué une augmentation des cas de violence et d'exploitation sexuelles contre les femmes réfugiées soudanaises depuis que les réductions de rationnement ont commencé. Les infractions mineures ont augmenté

dans quelques zones aussi.

Ces réductions de rations ont eu lieu à un moment où la population de réfugiés soudanais a également été soumise à d'importantes réductions à d'autre soutien de longue terme - y compris pour les articles non alimentaires et le bois de chauffage. Des responsables humanitaires ont affirmé à RI que les réfugiés ont longtemps travaillé pour renforcer leurs épargnes et pour acheter des articles ménagers. Mais ils ont remarqué que depuis les réductions de rationnement, les réfugiés ont dû travailler pour manger, quel que soit leur degré de vulnérabilité ou le type de services (tels que l'éducation ou la santé) auquel ils ont du renoncer pour gagner de l'argent.

En 2014, HCR a mené une enquête pour étudier l'impact de la réduction des rations alimentaires sur la population. Les résultats ont indiqué des niveaux critiques de malnutrition aiguë globale (plus de 15%) dans au moins trois camps, mais en général le taux de malnutrition pour toutes les réfugiés soudanais

étaient légèrement diminué depuis 2013. Certains travailleurs humanitaires avec qui RI a parlé ne partagent pas vraiment l'avis de cette évaluation. Ils ont dit qu'ils avaient vu une légère augmentation dans les cas de malnutrition présentés dans les dispensaires.

**“ Parfois nous n'avons qu'un seul repas toute la journée car nous savons qu'on a besoin de garder quelque chose pour demain. ”**

-Réfugié soudanais, Wadi Fira

**“ Mes enfants ne comprennent pas ce qui se passe. Ils pleurent et pleurent et me demandent pourquoi est ce que je ne peux pas les nourrir? ”**

-Réfugié soudanais, Wadi Fira



La portion de farine enrichie, typiquement pour le porridge, qu'une réfugié reçoit chaque mois.



Les réfugiés ont aussi contesté cette affirmation en disant à RI que la malnutrition avait augmenté dans certains camps et que les enfants étaient souvent malades pendant des mois de suite. «Lorsque les mères ne vont pas bien, les enfants souffrent aussi,» a confié une réfugiée à RI. «Nos sœurs et nos mères regardent dans le miroir et voient de leurs propres yeux l'effet des réductions de rations.»

Malgré les résultats de l'enquête, il est clair pour RI que les conséquences de la réduction des rations alimentaires pour les ménages les plus vulnérables est inacceptable. Une augmentation à court terme de l'aide alimentaire pour ces ménages est absolument essentielle. Par conséquent, les donateurs et le PAM doivent immédiatement augmenter les rations alimentaires à 2100 kilocalories par jour pour les réfugiés soudanais vulnérables.

**“ Je ne suis pas un médecin, mais je suis une mère. Et si la mère ne reçoit pas assez à manger, ses enfants vont souffrir aussi. ”**

-Réfugié soudanais, Ouaddaï

Le PAM et le HCR sont en train d'exécuter une nouvelle approche de l'aide alimentaire pour les réfugiés soudanais, là où l'aide est ciblée en fonction des besoins. Les deux agences sont en train de mener une évaluation économique approfondie des ménages qu'ils diviseront en quatre groupes, allant de très pauvre à relativement riche. Les rations complètes ne seraient fournies que pour les ménages les plus pauvres - environ 60% de tous les réfugiés, selon les données préliminaires. Les ménages plus riches recevraient des quantités plus limitées de nourriture ou une aide non alimentaire (par exemple: les programmes de vivres contre biens et l'accès au microcrédit) en fonction de leurs moyens. Les représentants de l'ONU prévoient que la transition vers cette nouvelle approche sera complétée d'ici la fin de 2015.

Les responsables humanitaires admettent que ce changement a été décidé, en partie, par manque de financement. «Nous devons passer à une approche d'aide fondée sur la vulnérabilité au lieu d'une approche fondée sur les droits», dit l'un. «Nous ne disposons pas des ressources nécessaires pour soutenir la deuxième option.» Si l'approche fondée sur la vulnérabilité est bien exécutée, elle pourrait donner à quelques réfugiés une plus grande opportunité économique, ainsi que plus de liberté pour acheter les types d'aliments qu'ils préfèrent. Toutefois, certains responsables contactés par RI craignent que les donateurs hésitent à financer certaines parties du plan - en particulier l'assistance aux ménages aux revenus intermédiaires ou les plus aisés. Ils craignent que d'avantage de ménages pourraient devenir pauvres si les réfugiés

les plus vulnérables étaient les seuls bénéficiaires de l'aide, ou si la population devait subir un choc comme la sécheresse.

Pour veiller au succès de cette nouvelle approche d'aide alimentaire, le HCR et le PAM doivent surveiller de près la situation de la sécurité alimentaire des réfugiés soudanais après que l'aide ait été réajustée suivant une évaluation économique des ménages dans toute la région. Au bout de 12 mois, une évaluation conjointe du HCR et du PAM doit être effectuée afin de déterminer les modifications nécessaires et de mieux comprendre et aborder les mécanismes d'adaptation.

## UN CHANGEMENT ALÉATOIRE VERS L'AUTONOMIE

Pendant la plupart de leur 12 ans d'exile, les réfugiés soudanais au Tchad ont été traités par les donateurs et les agences d'aide sur un plan strictement humanitaire. Le HCR, le PAM, et des autres organisations ont fourni les types d'assistance directe que toute la population de réfugiés pourrait attendre: des rations alimentaires, de l'abri, des articles non alimentaires, de l'eau, les services de santé, l'éducation et la protection. Il semble que peu de réflexion a été consacré à la viabilité de cette aide, ou aux manières de rendre les réfugiés plus autonomes. Pendant les visites de RI à quatre camps de réfugiés soudanais dans l'Est du Tchad, la preuve était bien concrète: les écoles des camps, qui n'étaient pas construites pour le long terme, sont maintenant en mauvais état; les générateurs à essence amenés pour alimenter les pompes à eau sont en train de tomber en panne. La dépendance de la population sur l'aide est aussi considérée troublante par les humanitaires. Les moyens de subsistance disponibles étant limités dans l'Est du Tchad, et les faibles tentatives par les agences d'aide et les donateurs à en créer de nouveaux, il est naturel que les réfugiés apprennent à compter sur l'aide d'urgence. Ceci était confirmé dans les discussions de RI avec les réfugiés à propos des réductions de rations discutées ci-dessus: quand on lui demande ce qui pourrait être fait pour résoudre le problème, la réponse typique d'un réfugié serait, «Vous devez faire les choses comme elles étaient faites auparavant.»

Cependant, dans les deux dernières années, la communauté humanitaire dans l'Est du Tchad a amorcé un changement vers plus d'autonomie pour les réfugiés soudanais. Cette approche d'autonomie se base sur quatre piliers principaux:<sup>4</sup>

1. L'adoption de la méthode «Alternatives aux Camps» en aidant les réfugiés qui choisissent de s'installer dans les communautés voisines, et en réalisant des projets d'impact rapide pour soutenir ces communautés.
2. Trouver des «solutions» socio-économiques pour les réfugiés, y compris l'accès aux terres pour les réfugiés et le soutien plus général de l'agriculture dans les zones d'accueil de réfugiés.



Une grand-mère vivant dans le camp de réfugiés de Farchana, avec sa fille et ses enfants. La famille doit souvent se priver des repas à cause du manque de la nourriture.

3. Remplacer le programme scolaire soudanais par celui du Tchad dans les écoles primaires et secondaires et placer les écoles de réfugiés sous la supervision du Ministère de l'éducation tchadien.
4. Intégrer les services médicaux pour les réfugiés dans le système de santé nationale tchadienne et exiger que les ménages de réfugiés les plus riches payent pour les soins médicaux.

Cette transition est en principe louable. Elle vient après des années de recherches qui indiquent que les personnes déplacées mènent une vie plus dignes si elles sont autonomes et intégrées avec les communautés d'accueil. Cependant, dans l'Est du Tchad, cette transition fait face à un obstacle majeur, voire même, fatal: Les communautés que les réfugiés sont censé rejoindre sont parmi les plus pauvres du monde avec des institutions, des marchés et des services sociaux extrêmement faibles. «Tout le monde parle d'intégration socio-économique... mais comment peut on intégrer des réfugiés dans une zone avec une population affamée?» a dit un humanitaire avec qui RI a parlé.

Parmi les 360.000 des réfugiés soudanais réside au Tchad, à peu

près de 75% vivent dans le Sahel, la zone climatique tout près du sud du désert du Sahara.<sup>5</sup> Comme le décrit l'ONU, les 100 millions habitants du Sahel sont confrontés à des «difficultés alimentaires et nutritionnelles récurrente causées par le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la sécheresse, les inondations, le mauvais fonctionnement des marchés, la faible productivité agricole, la pauvreté et les conflits [qui] ont vraiment érodé la capacité de ménages de résister à des chocs répétés et de plus en plus fréquents.»<sup>6</sup> La région est également particulièrement vulnérable au changement climatique, avec une montée en température entre 3° et 5°C attendu vers le milieu du siècle.<sup>7</sup>

**“ Tout le monde parle d'intégration socio-économique... mais comment peut on intégrer des réfugiés dans une zone avec une population affamée? ”**

-Responsable d'un gouvernement donateur, N'Djamena

L'aide humanitaire intégrale aux réfugiés soudanais les a isolés de ces conditions sévères, mais leurs voisins tchadiens n'ont pas eu cette chance. Selon un responsable avec qui RI a parlé, 15 des 32 départements du Sahel du Tchad sont actuellement confrontés à des taux de malnutrition aiguë globale atteignant le seuil d'urgence,

avec des taux aussi élevés que 21% dans certaines zones d'accueil de réfugiés.<sup>8</sup> La production agricole est vraiment insuffisante à cause de la mauvaise qualité des terres (aggravée par la déforestation), l'usage limité des techniques agricoles modernes, et l'accroissement rapide de la population. La pénurie d'eaux est chro-





Des femmes coupant le bois de chauffage lors d'une distribution dans le camp de réfugiés de Farchana. Le paquet de bois à la gauche est la portion que trois ménages doivent partager pour un mois.

nique, et il est plus difficile pour la communauté d'accueil d'avoir accès à l'eau potable que les réfugiés. Les réfugiés ainsi que les villageois tchadiens ont dit à RI que souvent, il devaient recourir à de l'eau non traitée des rivières de saison où les maladies d'origine hydrique sont courantes.

Bien que ces problèmes étaient évidents pendant des années, le gouvernement tchadien et les donateurs étrangers n'ont pas pu les adresser d'une façon exhaustive et durable. Le Président Déby a reçu des éloges à l'étranger pour avoir établi la stabilité et la croissance de l'économie, mais les agences d'aide ont constaté que les tchadiens pauvres dans la zone du Sahel et ailleurs ont été délaissés. Selon l'ONU, plus que 80% des cliniques médicales dans le pays sont ou bien «non-fonctionnelles» ou bien manquent du matériel et du personnel nécessaires,<sup>9</sup> surtout les régions défavorisées de l'Est. Plus de 75% des enseignants ne sont pas payés par des sources gouvernementales,<sup>10</sup> en plus, RI a été informé que dans le Sahel, beaucoup d'enfants ne peuvent aller à l'école que parce que le PAM leur fournit des repas scolaires. Un père qui vit dans l'Est du village de Foyou, pas loin du camp de réfugiés de

Treguine a dit à RI que ses enfants sont scolarisés «sous l'arbre».

Avec des conditions aussi difficiles, l'intégration des réfugiés à leurs communautés d'accueil sans fournir une aide substantielle aux deux groupes ne va pas mener à l'autonomie. Le HCR, le PAM ainsi que leurs partenaires humanitaires peuvent assurer la sécurité des plus vulnérables, mais les problèmes chroniques de l'Est du Tchad ont réellement besoin de solutions de développement. RI a été consterné par la grave incapacité des agences de développement de l'ONU dans l'Est du Tchad, plus particulièrement de ses régions sahéliennes. Parmi ces agences, la plus inquiétante est le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dont l'effectif de ses deux petits bureaux dans l'Est a été réduit. Cela a forcé l'agence d'arrêter des projets principaux prévus pour le service des réfugiés tout comme des habitants. En outre, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) vient de fermer son seul bureau dans l'Est à cause du manque de financement. Un humanitaire de haut niveau avec qui RI a parlé qualifie la faiblesse du PNUD dans la région comme «une grande source de frustration».



Le manque d'acteurs et activités de développement dans l'Est du Tchad a déjà gravement miné les efforts déployés par le Coordonnateur Résident des Nations Unies / Coordinateur Humanitaire (CR/CH) et les agences humanitaires pour accroître la résilience dans l'Est - pour les réfugiés ainsi que leurs hôtes. Par exemple, dans la région du Sila, en Juin 2013, CR/CH et le gouverneur régional ont approuvé une stratégie de 4 ans de résilience régionale qui a été conçu pour répondre aux besoins des réfugiés et des habitants locaux. Le PNUD a été chargé de diriger ou de soutenir 19 des 37 tâches de la stratégie, mais le personnel du PNUD consacré à la mise en œuvre de la stratégie a été retiré au début de 2015.

Avec l'absence des acteurs du développement, le HCR et ses partenaires non-gouvernementaux ont tenté de combler l'écart avec leurs propres programmes de résilience et de développement dans les zones d'accueil de réfugiés. Ainsi, ils ont reçu un soutien louable (même si limité) du Département d'État Américain à travers leur Bureau de la Population, des Réfugiés et des Migrations; et la GIZ, la société allemande pour la coopération internationale. Toutefois, le HCR ne peut pas, et ne doit pas diriger la stratégie de développement de l'ONU dans l'Est. La concentration de l'organisation sur l'humanitaire, le manque d'expertise technique pour le développement et son cycle budgétaire fait d'une année à l'autre rends l'organisation peu appropriée pour les activités de développement. La preuve de ceci se manifeste dans les décennies d'échec du HCR qui a essayé de créer des solutions de développement

pour les réfugiés, tout seul.<sup>11</sup> De plus, d'autres agences de l'ONU possèdent les mandats et les moyens nécessaires pour réaliser ce travail dans l'Est du Tchad. Ceci a été même reconnu par Le Conseil de sécurité de l'ONU quand il a approuvé la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel en Juillet 2013 - une stratégie qui a établi les responsabilités spécifiques pour chaque agence des Nations Unies qui travaille dans la région.<sup>12</sup> Confondre ces responsabilités au Tchad créerait un précédent inutile pour le système des Nations Unies dans le Sahel et dans le monde.

RI a parlé avec des responsables humanitaires dans le Tchad dont des donateurs, des responsables de l'ONU et des ONG locales et internationales. Ils ont tous demandé une plus grande participa-

tion des donateurs et des agences de développement dans l'Est. Un responsable de développement a même avoué à RI que «la transition de la phase du secours vers celle du développement a échoué dans l'Est.»

Par conséquent, RI estime que, conformément à leurs responsabilités respectives en vertu de la stratégie intégrée de l'ONU pour le Sahel, le PNUD, la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'Éducation de l'Enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) doivent déployer du personnel de programme supplémentaire à l'Est du Tchad, et doivent travailler avec le HCR pour mettre en œuvre les initiatives du développement et de la résilience basés sur le besoin. Étant donné que ces agences n'ont jusqu'à présent pas donné priorité

à l'Est du Tchad dans leur stratégie nationale, RI estime que les donateurs - notamment l'Agence des États-Unis pour le Développement International, le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement, l'Agence Suisse du Développement et la Coopération, la Direction Générale de l'Union Européenne pour la Coopération Internationale et du Développement, et la Banque Mondiale - doivent fournir un financement dédié aux initiatives de développement et de résilience dans l'Est du Tchad au profit des réfugiés soudanais ainsi que de la communauté d'accueil tchadienne.

Ce rapport ne cherche pas à présenter une stratégie complète du développement et de résilience dans l'Est du Tchad. En effet, une stratégie nationale de résilience pour le Tchad est déjà en cours de rédaction sous l'égide de l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR). En outre, il y a des guides existants pour la programmation de résilience qui pourraient aider les donateurs et les agences d'aide pour planifier leurs réponses.<sup>13</sup> Néanmoins, de nombreux entretiens entre RI et des responsables d'aide, des réfugiés et des Tchadiens ont dévoilé quelques interventions prioritaires que les donateurs et les organismes d'aide doivent prendre en considération: la gestion de l'eau, des intrants agricoles et techniques, le règlement des différends, et l'autonomisation des femmes.

Et ceci en particulier dans la zone du Sahel dans l'Est du Tchad, où l'accès à l'eau est une difficulté majeure. La collecte des eaux souterraines est difficile, avec des puits existants construits par

**“ La terre ici n'est pas bonne, donc la réduction des rations nous rends la vie difficile. Si il y avait de l'eau, nous aurions pu faire beaucoup de choses pour survivre. ”**

-Réfugié soudanais, Wadi Fira

**“ Les mesures prises pour les réfugiés étaient mal planifiées dès le début, et des choix difficiles d'intégration étaient renvoyés pour de nombreuses années. Maintenant la transition vers l'autonomie se passe soudainement alors qu'on aurait du commencer par poser des fondements. ”**

-Responsable d'aide, Wadi Fira



les humanitaires qui nécessitent un entretien régulier et coûteux. L'eau de pluie saisonnière s'écoule rapidement de la région, et assez n'est pas capturée pour la longue saison sèche. Les pénuries d'eau conséquentes ont des impacts bien au-delà du manque d'eau pour l'usage domestique: la quantité de terres arables, et la capacité d'agriculture des familles pendant toute l'année est limitée; et la recherche constante de sources d'eau éloignées met les femmes et les enfants en risque. Des réfugiés soudanais qui vivent dans la région ont aussi dit à RI que les problèmes d'eau dans l'Est du Tchad étaient différents de ceux de Darfour. Alors la population a évidemment besoin de formation en gestion de l'eau, d'outils, et d'infrastructure.

**“ La situation des les villages qui nous entourent est la même que celle des camps. De l'aide pour la communauté locale peut aider à dissiper la tension entre nous. ”**

-Réfugié soudanais, Ouaddaï

L'agriculture était un pilier économique pour la plupart des réfugiés soudanais avant que leur exil, et il est toujours leur moyen principal de survie au Tchad. Pendant les saisons de plantation et de récolte, il est caractéristique que plus que la moitié des réfugiés quittent leurs camps pour chercher du travail dans l'agriculture, souvent pendant des mois. Cependant, les réfugiés et leurs hôtes sont confrontés à une pénurie de terres arables. Des réfugiés ont dit à RI qu'ils doivent normalement payer les propriétaires de terres tchadiens la moitié de leur récolte ou l'équivalent en espèces pour avoir accès à la terre. Ceci a été une grande source de frustration pour les réfugiés. «On a accueilli ces gens quand ils étaient des réfugiés au Soudan et on ne les a pas traités de cette manière.» dit un réfugié à RI. Néanmoins, leur hôtes tchadiens sont aussi sous-pression. «Le camp de réfugiés est installé sur la terre qu'on cultivait.» dit un villageois qui vit près du camp de

Treguine. «Nous devons aussi partager les pâturages avec les réfugiés, tant de nos bestiaux sont morts de faim.»

Pour permettre aux réfugiés et leurs hôtes de gagner leur vie à partir de la terre - et de continuer à le faire quand les températures et les précipitations changent à cause du changement climatique - il faut faire des efforts pour à la fois accroître la quantité de terres arables (éventuellement par l'irrigation ou la réhabilitation de la terre) et accroître sa productivité à travers des techniques agricoles améliorées.

L'autre préoccupation critique est la résolution des conflits entre les réfugiés, leur voisins tchadiens et les autorités locales. Même si les réfugiés et les habitants parlent la même langue et ont la même origine ethnique, la pénurie des ressources les a poussé aux conflits. Par exemple, des réfugiées ont dit à RI qu'elles sont souvent confrontées à l'abus quand elles ramassent du bois ou quand elle travaillent en agriculture en dehors de leurs camps. «Les gens disent, “Tu es une réfugiée! qu'est-ce que tu fais ici?”» dit une. «Les femmes peuvent être violées, et puis elle ont tellement honte qu'elles ne le signalent pas.» Les réfugiés se sont aussi plaint des éleveurs nomades, qui utilisent la terre qu'ils cultivaient pour le pâturage de leur animaux ce qui mène souvent à la violence entre les deux groupes.

Les réfugiés et les Tchadiens ont approuvé les «comités mixtes» formés à l'initiative du HCR et ses partenaires d'ONG, où les aînés des deux communautés se réunissent pour régler les différends. Mais ils ont ajouté que certains problèmes (tel que la démarcation des terres pour les agriculteurs et les éleveurs) ne se sont pas résolus et nécessitent plus de discussion et l'aide des agences d'aide. En outre, un humanitaire familier avec les comités mixtes a dit à RI que malgré la nécessité d'un plus grand engagement, le soutien des donateurs pour le projet avait été coupé. Les disputes sur les terres dans un Sahel aux ressources limitées sont quelque chose d'ordinaire. Ils ont auparavant contribué à de terribles, plus amples conflits y compris à Darfour. Il est donc évident qu'il y a un besoin pour la résolution des différends et pour la coexistence paisible dans l'Est du Tchad. Le soutien des donateurs et des autorités tchadiennes pour la résolution des différends doit augmenter.

Le camp de réfugiés de Touloum.





La dernière priorité fondamentale des donateurs et des agences de développement doit être celle de l'autonomisation des femmes. Les femmes et filles soudanaises réfugiées souffrent d'un statut social inférieur avec des droits et pouvoir économique limités. Ceci contribue à la violence basée sur le genre (dont le viol, la violence domestique et le mariage précoce ou forcé), aux problèmes de santé maternelle, taux élevés de fertilité, et la vulnérabilité des ménages dirigés par des femmes. Toute stratégie de long-terme pour l'Est du Tchad doit régler les causes et les conséquences de la marginalisme des femmes. Par exemple, le récent décret passé par le président Déby fixant l'âge légal du mariage au Tchad à 18 ans stipule une issue importante pour les programmes qui favorisent les droits sociaux des filles, leurs éducation, et la santé sexuelle et reproductive.

Il est malheureusement difficile d'imaginer que les difficultés du développement à l'Est du Tchad vont être adressées rapidement. Il est alors essentiel que l'aide humanitaire continue pour les réfugiés tout comme pour les communautés d'accueil. A cet égard, RI est vraiment préoccupé par les grandes réductions répétées du budget du HCR pour l'Est du Tchad. RI a parlé avec des réfugiés, des ONG et les autorités tchadiennes qui ont tous rappelé la frustration d'un observateur: «Les besoins ici sont encore élevés et ne cessent de s'accroître. Comment est ce possible que le HCR réduit toujours?»

Ces réductions du HCR ont déjà encouragé, voire même forcé, différents partenaires internationaux actifs à quitter le Tchad. Ceux qui sont restés ont vu jusqu'à 40% de réduction dans leurs subventions dans les deux dernières années. Les ONG internationales qui travaillent toujours dans l'Est ont dit à RI qu'ils ne peuvent pas répondre aux attentes des programmes du HCR avec le financement fourni. Les ONG locales, dont le rôle a grandi pendant les dernières années, sont quasi exclusivement financé par le HCR dans les zones visités par RI dans l'Est du Tchad.

Le budget du HCR est évidemment sous une énorme pression à l'échelle mondiale. Cependant, comme le rapport ci-présent a précisé, le HCR ne peut pas prendre du recul dans l'Est du Tchad si les acteurs de développement ne vont pas de l'avant. Le HCR ne doit pas établir d'autres réductions dans son budget pour la protection essentielle des réfugiés et pour l'aide dans l'Est du Tchad. De nouvelles réductions ne peuvent être envisagées que lorsque les réfugiés commenceront à recevoir un soutien à long terme des acteurs du développement, et même alors, le soutien du HCR aux plus vulnérables doit se poursuivre.

## LES DIFFICULTÉS ET LES OPPORTUNITÉS POUR LE TCHAD

Le gouvernement tchadien a accueilli des réfugiés soudanais sur son territoire depuis plus d'une décennie, et il a permis aux humanitaires d'opérer dans l'Est, sans vraiment intervenir. Mais ce que le gouvernement n'a pas fait c'est investir dans le dévelop-

pement de l'Est. Jusqu'à présent, cela n'a pas eu un grand effet sur la vie des réfugiés soudanais, puisque leurs besoins ont été pris en charge par les humanitaires. Mais il a affecté leurs voisins tchadiens, qui reçoivent considérablement moins d'aide internationale et sont, par conséquent, souvent plus vulnérables que les réfugiés.

Comme indiqué ci-dessus, tout effort visant à rendre les réfugiés soudanais autonomes, ou de les intégrer à leurs hôtes tchadiens, devra remédier cette lacune flagrante. Et il faudra que le gouvernement tchadien fournisse du financement ainsi qu'une direction stratégique. Les recherches menés par RI ont montré qu'il y a trois domaines d'action prioritaires pour le gouvernement: la planification du développement, la santé et la sécurité.

Tout d'abord, le gouvernement doit faire de l'Est une priorité dans son Plan National de Développement - et surtout les zones d'accueil de réfugiés - et assurer que cela soit consolidé au niveau régional et local. Il doit aussi soutenir les activités de développement et de résilience spécifiques décrites ci-dessus. Ensemble, ces mesures donneraient aux agences de développement et aux donateurs un mandat clair pour intervenir en faveur des réfugiés soudanais et de leurs hôtes.

Deuxièmement, le gouvernement tchadien doit améliorer les services médicaux dans les zones d'accueil de réfugiés. Dans le cadre de sa stratégie d'autonomie, le HCR et les autorités tchadiennes ont décidé que les réfugiés soudanais ne recevraient plus de soins de santé dans des installations distinctes, mais seraient plutôt servi par le système national de santé tchadien. Bien que cela soit une bonne idée en principe, en réalité, en accueillant les réfugiés des régions de l'Est, les services de santé ont été gravement affaiblis par un manque de travailleurs de santé. Les agences humanitaires ont rapporté à RI que dans de nombreuses régions de l'Est, les cliniques tchadiennes financées par l'état sont presque entièrement occupées par des travailleurs d'ONG payés par le HCR et ses partenaires. Ces agences d'aide affirment que de nombreuses positions financées par l'état restent vides. Ils notent aussi que lorsque les travailleurs de la santé publique sont déployés, plusieurs quittent parce que leurs salaires sont trop bas ou, dans certains cas, pas payés du tout. Un travailleur de l'aide est allé jusqu'à dire que sans le HCR et ses partenaires de mise en œuvre, de nombreuses cliniques publiques dans l'Est du Tchad seraient obsolètes.

Le gouvernement tchadien peut résoudre ces problèmes de deux façons relativement simples. Tout d'abord, le gouvernement doit créer - et mettre en œuvre - un système d'incitations financières pour les travailleurs de la santé qui acceptent l'emploi dans les zones mal desservies. Ce serait particulièrement utile dans les régions de l'Est accueillant des réfugiés, où le coût de la vie est élevé et les conditions de vie sont difficiles par rapport aux autres régions du Tchad. En outre, le gouvernement doit accélérer son processus d'embauche pour les travailleurs de la santé ayant des qualifications de l'étranger. RI a été informé par un organisme d'aide que l'accréditation de diplômes étrangers par le ministère



tchadien de la santé prends du retards créant une accumulation considérable de médecins et d’infirmières qualifiés. Le gouvernement doit travailler sur leur accréditation sans délai.

Enfin, troisièmement, le gouvernement tchadien doit démontrer qu’il est sérieux quant à la création d’un environnement opérationnel sécurisé pour les humanitaires, les acteurs du développement, et les gens qu’ils aident. En raison de banditisme et d’autres problèmes de sécurité dans l’Est du Tchad, membres du personnel de l’ONU ne sont pas autorisés à voyager sans une escorte armée au-delà des villes principales de la région. Et depuis Juillet 2013, une division de la gendarmerie, le Détachement pour la Protection des Humanitaires et des Réfugiés (DPHR), a été chargé par ce service. Pourtant, de nombreux responsables humanitaires et sécuritaires ont rapporté à RI que, malgré des demandes répétées, le gouvernement n’a pas réussi à fournir le DPHR avec le matériel et les salaires dont il a besoin pour fonctionner. En conséquence, les agences de l’ONU sont obligés de payer et équiper le DPHR si elles veulent accéder leurs bénéficiaires. RI a parlé avec un responsable qui a dit : “Le gouvernement sait que finalement les humanitaires vont payer, alors il n’est pas obligé.”

Il est évident que cette disposition ne mènera pas à une sécurité durable à l’Est, ni à encourager les donateurs et les agences de développement à diriger leurs ressources limitées à cette région. Le gouvernement tchadien doit donc assumer ses responsabilités et verser tous les salaires du DPHR et payer pour le matériel nécessaire. Il doit aussi veiller à ce que le personnel DPHR sont à la disposition pour des agences indépendamment du fait qu’ils aident les communautés d’accueil ou les réfugiés, et du fait que ces agences soient humanitaires ou pas.

## CONCLUSION

Définir la meilleure façon de fournir un aide à long terme à la population de réfugiés comme celle du Soudans dans l’Est du Tchad n’est pas un nouveau problème. Des initiatives de développement et d’autonomisation, associés avec un soutien solide pour les plus vulnérables semblent être les meilleurs choix en l’absence de solutions durables. Mais sans le financement et la direction nécessaires, la souffrance de cette population ne va qu’augmenter. Les réfugiés soudanais méritent bien plus qu’une fausse promesse, et la communauté internationale doit refocaliser ses efforts pour relever ce défi.

*Michael Boyce et Ann Hollingsworth ont visité le Tchad en mai et juin 2015. Ils ont rencontré des réfugiés, des communautés d’accueil, des humanitaires, des acteurs de développement, et des responsables du gouvernement dans les régions de N’Djamena, Wadi Fira, et Ouaddaï.*

1. World Bank. “Chad Overview.” April 5, 2015. <http://www.worldbank.org/en/country/chad/overview> [Version Française disponible: la Banque mondiale «Tchad - Vue d’ensemble» 5 Avril 2015 <http://www.banquemondiale.org/fr/country/chad/overview>]
2. United Nations. “Special report of the Secretary-General on the African Union-United Nations Hybrid Operation in Darfur.” March 6, 2015. S/2015/163 [Version Française disponible: Rapport spécial sur l’Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour S/2015/163]
3. Anna Praz. The Darfur Refugees’ Plight: Repatriation Challenges for Post-Doha Sudan. The Graduate Institute of Geneva. 2014.
- 4.. United Nations Refugee Agency. “Fact-Sheet: April 2015, UNHCR Chad – Sub-Office of Farchana” April 2015.
5. Pour plus d’informations sur les défis humanitaires et de développement dans la région du Sahel, voir Alice Thomas. “Sahel: Recurrent Climate Shocks Propel Migration; Resilience Efforts Face Challenges.” Refugees International. 1 août 2013
6. United Nations. “Report of the Secretary-General on the situation in the Sahel region.” June 14, 2013 <http://www.worldbank.org/en/country/chad/overview> [Version Française disponible: Les Nations Unis Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel 14 juin 2013]
7. Malcolm Potts, Eliya Zulu, Michael Wehner, Federico Castillo, and Courtney Henderson. “Crisis in the Sahel – Possible Solutions and the Consequences of Inaction.” University of California. April 9, 2013.
8. World Food Program. “Informations générales – Sous Bureau PAM IRIBA.” 2015.
9. Équipe pays chargée de l’action humanitaire – Tchad. “2015 Aperçu des besoins humanitaires – Tchad.” December 2014. P. 9
10. Ibid. P. 35
11. Pour l’historique de ce problème, et des efforts pour le remédier, voir: Jeff Crisp. “Mind the gap! UNHCR, humanitarian assistance and the development process.” New Issues in Refugee Research, no. 43. May 2001; Bryan Deschamp and Sebastian Lohse. “Still minding the gap? A review of efforts to link relief and development in situations of human displacement, 2001-2012.” United Nations High Commissioner for Refugees Policy Development and Evaluation Service. February 2013.
12. United Nations. “Statement by the President of the Security Council.” July 16, 2013. [Version Française: Nations Unies. «Déclaration de le Présidente du Conseil de sécurité» 16. Juillet 2013.]
13. Marilise Turnbull, Charlotte L. Sterrett, and Amy Hilleboe. Toward Resilience: A Guide to Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation. Rugby: Practical Action Publishing Ltd. 2013





## REFUGEES INTERNATIONAL

2001 S Street, NW · Suite 700 · Washington, DC 20009

PHONE: [202] 828-0110 · FACSIMILE: [202] 828-0819 · E-MAIL: [ri@refintl.org](mailto:ri@refintl.org)

[www.refugeesinternational.org](http://www.refugeesinternational.org)

 Refugees International  @RefugeesIntl